



HABITAT III

Session plénière

Quito, le 17 octobre 2016

Déclaration prononcée par S.E. Dr. Ernst Hauri, Secrétaire d'État

Monsieur le Président/Madame la Présidente,

Il y a un an, nous avons célébré à New York l'adoption de l'Agenda 2030 pour le développement durable. Nous avons compris que la problématique du développement durable nous concernait tous et qu'il fallait une action concertée de l'ensemble de la communauté internationale pour mettre en œuvre ce programme ambitieux. Les défis auxquels doit faire face notre planète sont effectivement de taille. Aujourd'hui, les villes et les centres urbains abritent déjà plus de la moitié de la population mondiale et cette tendance va se renforcer à l'avenir. Il en résultera une concentration sans précédent de l'activité humaine, qui génèrera certes un grand nombre de défis, mais qui – et il ne faut pas l'oublier – offrira également de nouvelles opportunités.

Le processus conduisant à cette troisième Conférence des Nations Unies sur le logement et le développement urbain durable a abouti dans un beau résultat : l'élaboration d'une vision commune. Une vision à même de répondre à ces défis et de mettre en valeur le pouvoir transformateur de l'urbanisation pour le développement durable: le Nouvel Agenda Urbain. Avec cet Agenda, la communauté internationale aborde toutes les dimensions du développement urbain durable dans l'esprit de l'Agenda 2030.

La Suisse salue particulièrement **l'intégration de la dimension du genre** dans le Nouvel Agenda Urbain. La pleine réalisation des droits des femmes et des filles, y compris l'élimination de toutes les formes de violence à leur égard, ainsi que la

participation politique et l'autonomisation économique des femmes sont des conditions essentielles au développement de notre société.

Tous les Etats ont fait des grands efforts afin de conclure à temps les négociations relatives au Nouvel Agenda Urbain. Cela nous permet – ici à Quito – de consacrer toute notre attention à la question de sa mise en œuvre.

Il faudra en effet un effort soutenu des Etats, mais également des régions et des villes, pour traduire les mots en actions. En ce sens, la Suisse perçoit les villes comme des acteurs clés pour le développement durable. C'est la raison pour laquelle une représentante de l'Union des villes suisses est membre de notre délégation à cette conférence.

Monsieur le Président/Madame la Présidente,

Permettez-moi d'illustrer l'engagement international de la Suisse, qui contribue d'ores-et-déjà à réaliser les engagements pris aux termes du Nouvel Agenda Urbain.

La Suisse promeut, par exemple, une planification et une gestion intégrée et inclusive des villes. Au moyen de stratégies urbaines et de plans d'investissement élaborés de manière participative, le gouvernement contribue au développement d'espaces urbains organisés et connectés qui favorisent l'activité économique et l'accès aux services de base, notamment pour les couches défavorisées de la population.

En effet, la Suisse lutte contre les inégalités et la marginalisation des groupes vulnérables dans les villes, conformément à l'Agenda 2030 qui veut que « personne ne soit laissé pour compte ». Notamment dans le domaine de la **migration**, la Suisse se mobilise donc sur la scène internationale pour que soit reconnu le rôle essentiel des villes dans l'aménagement de la politique migratoire et pour que soient instaurées des conditions-cadres favorables à l'intégration et à l'autonomisation des migrants.

Un autre exemple concerne les **changements climatiques**, qui constituent une menace majeure pour l'ensemble de l'humanité, mais les personnes habitant les zones urbaines en croissance rapide sont parmi les plus touchées au monde. La

Suisse soutient la planification spatiale et la gestion énergétique des villes afin d'en réduire l'empreinte écologique et elle favorise la construction écologique. En appuyant le développement de systèmes de mobilité urbaine, en particulier de transports publics, la Suisse œuvre ainsi concrètement à la réduction des émissions de gaz à effet de serre et à la réduction de la pollution atmosphérique. De surcroît, la Suisse renforce les capacités locales à identifier les risques qui affectent les villes dus au changement climatique ainsi qu'à mettre en place des mesures ciblées pour protéger les populations les plus vulnérables.

Enfin et en dernier exemple, la Suisse s'engage également en matière de **finances publiques**. Un développement urbain durable, c'est aussi renforcer la résilience et la capacité des autorités nationales et sous-nationales face à des chocs tels que des catastrophes naturelles ou des crises financières. La Suisse soutient donc une gestion efficiente et efficace des deniers public et promeut notamment une gestion durables de dettes urbaines.

Le Nouvel Agenda Urbain est universel et concerne tous. Comme les autres pays, la Suisse se voit aussi confrontée à de vrais **défis**.

Prenons à titre d'exemple le domaine du **logement**. En Suisse, le mitage du territoire a été favorisé par une activité de construction intense. Beaucoup de bâtiments consomment trop d'énergie et les loyers coûtent cher. Cela peut avoir un impact négatif sur l'environnement et sur la cohésion sociale dans les milieux urbains. Les autorités nationales et locales doivent réagir, par exemple par des mesures de densification et en promouvant la disponibilité de logement à des prix abordables. Le Nouvel Agenda Urbain constituera une référence importante et précieuse dans ces efforts.

Monsieur le Président/Madame la Présidente,

Le Nouvel Agenda Urbain représente une feuille de route pour une urbanisation positive et durable. Il s'agit d'un effort commun de tous les États. Dans cette optique, nous nous réjouissons des échanges constructifs lors de cette conférence et tenons à vous assurer du plein soutien de la Suisse.

Je vous remercie.